



**ARRETE N° 26/2024**  
**TRAVAUX SUEZ – REMISE EN ETAT D’UNE BOUCHE**  
**A CLÉ SUR RESEAU D’EAU POTABLE SUR DOMAINE**  
**PUBLIC**  
**10 rue Arthur Chaussy**

**Le Maire de la Commune de Chaumes-en-Brie,**

*(Pour rappel, toute demande d'arrêté devra être effectuée sous un délai de 15 jours avant date d'intervention)*

**Vu** le code de la route et notamment les articles R.411-8 et 411-25,

**Vu** les articles L. 2213-1 à l'alinéa 2 de l'article L. 2213-4, du code général des collectivités territoriales, relatifs à la police de la circulation et du stationnement,

**Vu** l'article L.511-1 du code de la sécurité intérieure,

**Vu** l'arrêté de voirie n° 07-2024 en date du 30 janvier 2024 autorisant des travaux sur le domaine public,

**Vu** la demande du 29 janvier 2024 de la société SUEZ DTDICT, sise 51, avenue de Sénart – 91230 MONTGERON, qui sollicite un arrêté de circulation pour la remise en état d'une bouche à clé sur domaine public au 10, rue Arthur Chaussy, du mercredi 06 mars au jeudi 04 avril 2024,

**Considérant que** pour permettre le bon déroulement des travaux et pour l'intérêt général, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** - La société SUEZ est autorisée à effectuer la remise en état d'une bouche à clé sur domaine public au 10, rue Arthur Chaussy, du mercredi 06 mars au jeudi 04 avril 2024.

**ARTICLE 2 :** - Le stationnement sera interdit et la circulation sera alternée par feu tricolores, pendant la durée des travaux, si nécessaire.

**ARTICLE 3 :** - La société SUEZ sera responsable des éventuelles reprises de voiries dues à ses travaux pendant une année à compter de son intervention.

**ARTICLE 4 :** - L'accès des riverains à leurs propriétés sera maintenu.

**ARTICLE 5 :** - En cas de défaillance dans l'organisation de la circulation et de la mise en place en sécurité du chantier, cette dernière entraînera la suppression de la présente autorisation.

**ARTICLE 6 :** - La fourniture, la mise en place de la signalisation seront assurées par la société SUEZ.

**ARTICLE 7 :** - La sécurité des usagers reste sous l'entière responsabilité de la société SUEZ.

**ARTICLE 8 :** - La Gendarmerie et l'ASVP seront chargés de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 9 :** - La non-observation des dispositions du présent arrêté expose les contrevenants à des poursuites judiciaires.

**ARTICLE 10 :** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à partir de son affichage.

**ARTICLE 11 :** - Ampliation du présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Chaumes-en-Brie
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- L'Agent de Surveillance de la Voie Publique de Chaumes-en-Brie
- Société SUEZ

Date d'affichage : 28/02/24  
 Date de notification : 28/02/24  
 Date de désaffichage :

Pour le Maire, et par délégué  
 Fait à Chaumes-en-Brie, le 27 février 2024  
 Secrétaire des services  
 Administratifs

